

mation de la classe ouvrière et de la masse des employés mal payés, est un mal nécessaire, la production restant le but unique. La technocratie contribue à la réalisation du but de classe de la production, mais c'est le rôle d'un surveillant payé et contrôlé qu'elle assume. Son intérêt propre (la production qui assurerait une haute consommation aux couches privilégiées) ne coïncide guère avec le but de la bureaucratie; bien au contraire, il lui est étranger et opposé. Dans la mesure où la technocratie sera libre de tout contrôle et agira selon sa propre initiative, elle tentera de réaliser son propre but qui se trouve en contradiction avec le but de production déterminé par la classe dominante.

Ceci a une grande importance pour la compréhension du mécanisme de gestion économique dans le système bureaucratique, l'ensemble des relations de gestion n'étant autre chose qu'une organisation en vue de la réalisation d'un but de production bien déterminé. Aussi, dans une société de classes l'ensemble des rapports de gestion est déterminé par le but de classe de la production.

Ce but est réalisé au cours du processus de production par les ouvriers et leurs surveillants, la technocratie. On a déjà vu que l'intérêt des uns et des autres était la consommation bien qu'elle n'ait pas le même caractère social et matériel dans les deux cas. Le but de classe de la production reste donc en contradiction avec les buts propres des ouvriers et des technocrates. Il doit donc être réalisé en dépit de leurs aspirations naturelles. Il s'ensuit que le système de gestion doit être conçu de façon à pouvoir contraindre les ouvriers et les directions des entreprises à réaliser les buts déterminés par la bureaucratie.

De là résulte d'abord la nécessité de réduire au minimum le champ d'initiative propre de la classe ouvrière et de la technocratie. Ainsi les directions sont privées du droit de décision dans les problèmes les plus vitaux de leur entreprise. Elles exécutent les directives de l'autorité centrale, et c'est en son nom qu'elles surveillent les ouvriers. Elles tentent à leur tour de rendre aux ouvriers toute initiative impossible, afin de mieux les contraindre à réaliser le but de la production, qui leur est étranger. Les décisions concernant la nature et le volume de la production, les méthodes à employer, le choix des matières premières et les frais de production de chaque entreprise (l'ensemble de ces décisions constitue ce qu'on appelle la gestion de l'entreprise) doivent appartenir à la direction centrale. Elles sont transmises aux entreprises sous forme d'ordre administratifs strictement obligatoires que l'on appelle les « indices directionnels ». Voilà en quoi consiste le système centralisé de gestion. On voit qu'il est l'expression des rapports de production actuels.

On a souvent tendance à expliquer la crise économique actuelle par un fonctionnement défectueux du système centralisé de gestion, et on en exige un changement général par l'application d'une réforme centrale qui amènerait ce système à un degré supérieur de perfection. Le défaut de la première partie de ce raisonnement est de prendre les faits pour la cause. D'autre part, l'idée qu'il est possible — dans le cadre des rapports de production actuels — d'effectuer d'une manière arbitraire un changement du système de gestion, est une utopie évidente. Essayons de voir si le remplacement d'un système centralisé de gestion par ce qu'il est convenu d'appeler le système